



La retraite à points, c'est toujours NON !

La journée de grève et de manifestations du 17 décembre a confirmé l'ancrage de la mobilisation autour de l'exigence du retrait du projet de retraite à points.

Les travailleurs de la SNCF, de la RATP, les enseignants, ont formé le gros des troupes : ils ont été rejoints par de nombreux secteurs de la fonction publique, nationale, territoriale et hospitalière, par de forts contingents de jeunes étudiants, lycéens et jeunes travailleurs. Les exigences des femmes travailleuses étaient également très présentes, désavouant la propagande du gouvernement et des députés macroniens selon laquelle, les femmes seraient les grandes « gagnantes » du système de retraite par points.

Des travailleurs d'entreprises privées ont débrayé et ont participé aux manifestations ; des plateformes pétrolières, des sites industriels de la chimie sont en grève, ainsi que quelques entreprises privées. La sympathie et le soutien au mouvement de grève des cheminots, des travailleurs de la RATP, des enseignants, des hospitaliers... restent élevés, mais le mouvement de grève dans le privé reste limité.

Le patronat s'inquiète des conséquences de la paralysie du transport ferroviaire, maillon essentiel dans une économie du « flux tendu » et du « zéro stocks ». Le recours au télétravail atteint ses limites. Quant aux monopoles de la grande distribution, ils se plaignent de la baisse du chiffre d'affaires. Bref, ce mouvement de grève puissant commence à avoir des conséquences sur l'économie et malgré toute la propagande médiatique, le soutien à ce combat est très élevé dans le mouvement ouvrier, syndical, et populaire. Le patronat ne le dit pas, mais il s'inquiète de ce climat d'ébullition sociale qui gagne les travailleurs des entreprises.

La CFDT, qui soutient le principe de la retraite à points, a appelé à manifester le 17 décembre, sur un point : celui dit de l'âge pivot de 64 ans. C'est le premier ministre Philippe qui avait décidé de l'adjoindre à l'ensemble de la contre-réforme. Le dirigeant de la CFDT, L Berger, en a fait « une ligne rouge ». En prenant cette décision, il a également tenu compte de l'opposition réelle qui existe dans la CFDT, à la politique d'accompagnement des reculs sociaux suivie depuis des années, qui l'a mise en opposition à tous les grandes mobilisations sociales et syndicales de ces dernières années.

En entrant dans le mouvement, la direction de la CFDT veut sauver l'essentiel à ses yeux, à savoir la mise en œuvre du système de retraite à points, la fin des régimes dits spéciaux. De concert avec Philippe, elle a lancé le mot d'ordre de « trêve » pour la période des fêtes de fin d'année. La direction de l'UNSA a suivi. **Mais ce qui est essentiel, c'est que l'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU, la CFDT Cheminots et l'UNSA Cheminots (en désaccord avec leurs instances confédérales), ont maintenu le mot d'ordre de poursuite de la grève et des mobilisations et un nouveau rendez-vous national, interprofessionnel, a été fixé pour le 9 janvier.**

Philippe multiplie les discussions, les rencontres, pour trouver une « sortie », tout en affirmant sa « détermination totale » à faire passer la réforme. De ces discussions qui se mènent en continu, aussi bien au niveau ministériel qu'au niveau de la SNCF, de la RATP, sortent chaque jour de nouvelles « pistes », notamment sur les délais d'application de la réforme, la prise en compte de la pénibilité, etc. Parallèlement, Blanquer multiplie les promesses aux syndicats, en matière d'augmentation des rémunérations, sous forme de primes, sensées garantir un niveau de retraite supérieur à celui qui découle des dispositions contenues dans le projet de réforme – et qui se soldent par des centaines d'euros de pertes. Des promesses auxquelles les enseignants ne croient pas, d'autant qu'elles s'accompagnent d'une individualisation encore plus poussée de leur rémunération et d'une remise en cause de leur statut.

Du fait de la puissance du mouvement de grève, des manifestations et du soutien de la majorité des travailleurs et des masses populaires à ce mouvement, le gouvernement est obligé de s'adresser directement à celles et ceux qui sont en grève, via les directions de la SNCF, de la RATP. Il manœuvre, il a lâché du lest, multiplie les

annonces, continue à vouloir diviser, pour ne pas céder sur le fond, à savoir la mise en place d'un système de retraite à points.

Il n'est pas parvenu à « casser » le mouvement qui va se poursuivre : **il faut mobiliser pour les journées et les actions qui s'organisent entre Noël et le jour de l'an dans les villes et les départements, ainsi pour le succès de la nouvelle journée de mobilisations et de grève appelée par l'intersyndicale le 9 janvier 2020.**

C'est la feuille de route de notre parti

Paris, le 20 décembre 2019

Parti communiste des Ouvriers de France

www.pcof.net – pcof@pcof.net